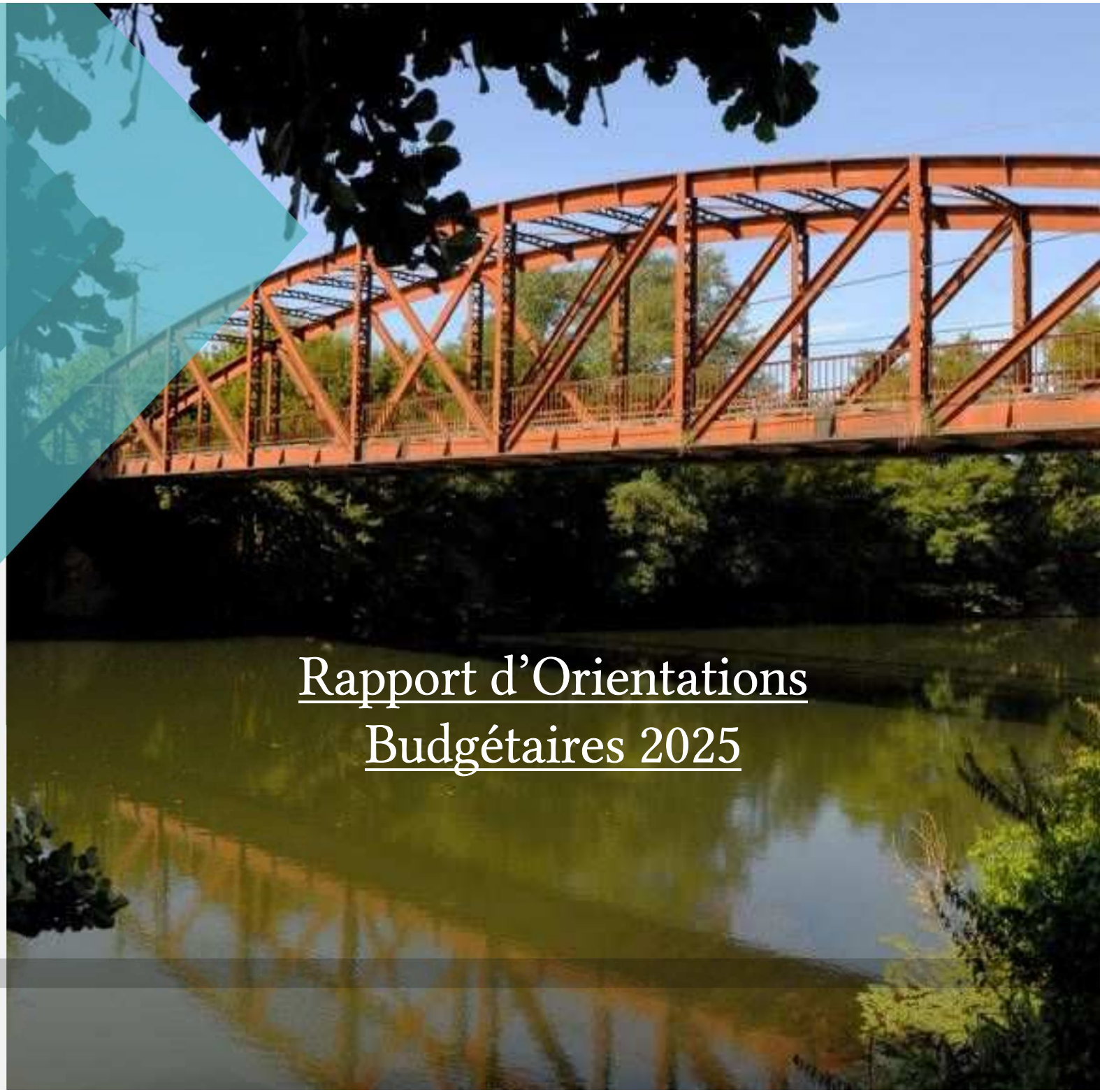


# Rapport d'Orientations Budgétaires 2025

Communauté de communes
ISLE DOUBLE LANDAIS

# PREAMBULE

Depuis la loi “Administration Territoriale de la République” (ATR) du 6 février 1992, la tenue d’un débat d’orientations budgétaires s’impose dans les collectivités dans un délai de deux mois précédant l’examen du budget primitif. L’article 107 de la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L2312-1 et L 2313-1 du CGCT dans le but d’améliorer la transparence au sein de l’assemblée délibérante, l’information des administrés et la responsabilité financière des collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants et les EPCI de plus de 10 000 habitants.

Le DOB s’effectue sur la base d’un rapport élaboré par le Président sur :

- Les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), précisant les hypothèses d’évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l’EPCI dont elle est membre
- Les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses
- La structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l’exercice
- La structure des effectifs
- Les dépenses de personnel, comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les NBI, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature
- La durée effective du travail
- L’évolution prévisionnelle des effectifs et des dépenses de personnel pour l’exercice (gestion prévisionnelle des emplois et des ressources)

Il fait l’objet d’une délibération mais n’a pas de caractère décisionnel.

Ce rapport, support d’introduction au débat d’orientations du budget 2025 présentera :

- Une rétrospective budgétaire 2020-2024
- Les perspectives pour l’année 2025

# SOMMAIRE


## 1 Le projet de loi de finances 2025

- Contexte général de la loi de Finances
- Loi de finances 2025 : Dotations et Péréquation
- Loi de finances 2025 : Fiscalité

## 2 La CC IDL

- Rappel historique
- Organisation administrative
- Compétences

## 3 Budget principal : section de fonctionnement

- Recettes de fonctionnement
- Dépenses de fonctionnement
- Résultat de clôture
- Projection financière Fiscalité et Dotations
- Charges de personnel : état des lieux et orientations budgétaires

## 4 Budget principal : section d'investissement

- Recettes d'investissement
- Dépenses d'investissement
- Structure et gestion de la dette
- Restes à réaliser 2024
- Orientations budgétaires 2025

## 5 Budgets annexes

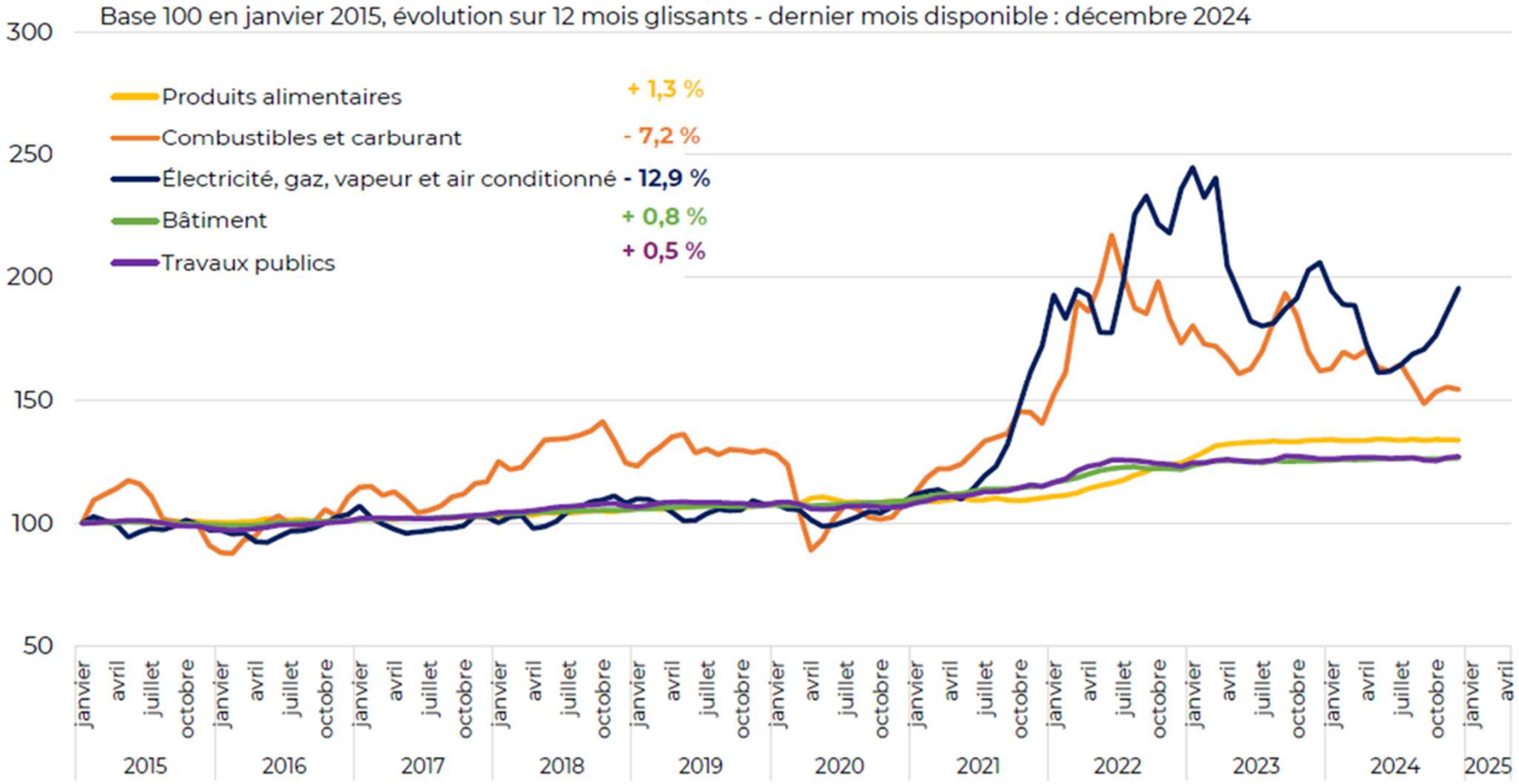
- Clôture 2024
- Dette
- Orientations budgétaires 2025

# La loi de finances 2025

- Contexte général de la loi de finances
- Loi de finances 2025 : Dotations et Péréquation
- Loi de finances 2025 : Fiscalité

# Contexte général de la loi de finances 2025

## Indices de prix impactant la dépense locale




Source : Indices Insee, calculs La Banque Postale

©La Banque Postale

# Loi de finances 2025
## Dispositions concernant les dotations et la péréquation

- **Art. 107 :** Fixation pour 2025 de la DGF et des variables d'ajustement
  - Hausse de 150 M€ de la DGF prélevée sur la DSIL
  - Baisse des variables d'ajustement de 487 M€

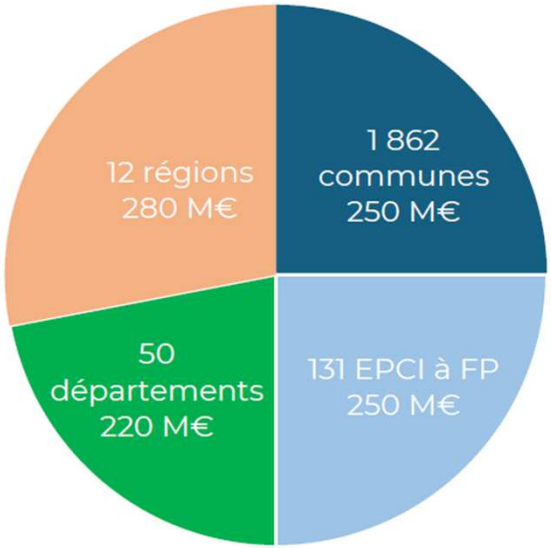
- **Art. 122 :** Montant des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales

- **Art. 178 :** Répartition de la DGF et autres mesures sur le calcul des dotations
  - Hausse des dotations de péréquation de 300 millions d'euros
  - Calcul du potentiel financier et fiscal des communes et EPCI en prenant en compte la dotation communes nouvelles et la composante « CPS »
  - Calcul de la dotation de compensation des EPCI en cas de changement de périmètre

- **Art. 182 :** Assouplissement des règles de répartition de la dotation de solidarité communautaire (DSC)

- **Art. 186 : Le « DILICO » - Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales :** Ce dispositif a pour ambition de faire participer les CL à la maîtrise des comptes publics en prélevant 1Md€ sur leurs ressources fiscales en 2025 qui sera ensuite reversé par tiers pendant les trois années suivantes. Le prélèvement ne peut dépasser 2% des recettes réelles de fonctionnement du budget principal.

**Prélèvement de 1 Md€ en 2025**
sur les douzièmes de fiscalité




**Précisions sur les périmètres :**

**Communes** → y compris la Ville de Paris

**EPCI à FP** → y compris la métropole de Lyon, hors EPT

**Départements** → y compris la Ville de Paris, la métropole de Lyon,
la collectivité de Corse et les CTU Guyane et Martinique

**Régions** → y compris la collectivité de Corse
et les CTU Guyane et Martinique

Source : LFI 2025 pour les montants et estimations LBP pour le nombre de collectivités concernées

# Loi de finances 2025
# Dispositions concernant la fiscalité

- **Art. 89 :** Maintien de l'éligibilité des industriels à la CFE entre la cessation et la remise en état du site fermé
- **Art. 101 :** Clarifications sur la revalorisation des tarifs de la taxe de séjour en fonction de l'inflation
- **Art. 109 :** Gel des fractions de TVA affectées aux collectivités locales au titre de 2025

# La CC ISLE DOUBLE LANDAIS

- **Rappel historique**
- **Organisation administrative**
- **Compétences**

# Historique

## Communauté de communes ISLE DOUBLE LANDAIS

**2014**

Création de l'EPCI

**2015**

Fin des travaux de la CLECT

**2016**

Intégration AAGV et adhésion à Périgord Numérique.

**2017**

Reprise SPANC du SIVU Moulin-Neuf / Le Pizou

**2018**

Intégration de la crèche, GEMAPI et Urbanisme. Reprise de la ZA Moulin Neuf et de la ZA Le Pizou.

**2019**

Révision des statuts pour intégrer la piscine communautaire et première adhésion au SMOLS

**2020-2021**

Restitution des établissements scolaires
Révision libre des AC.
Intégration MFS

**2022-2023**

Intégration de la MFS dans les AC

**Horizon 2026**

Transfert de l'assainissement collectif

## Organisation administrative

La Communauté de Communes Isle Double Landais a été créée par un arrêté préfectoral en date du 27 mai 2013 et regroupe 9 communes : les communes d'Echourgnac, Eygurande Gardedeuilh, le Pizou, Ménesplet, Montpon-Ménestérol, Moulin Neuf, St Barthélémy de Bellegarde, St Martial d'Artenset et St Sauveur Lalande.

Cette dernière a été constituée au 1er janvier 2014 à la suite de la fusion de deux communautés de communes existantes, à savoir, la communauté de communes de Basse Vallée de l'Isle et celle d'Isle et Double.

Aujourd'hui, le territoire communautaire de 235,95 km² accueille une population d'environ 12 700 habitants.

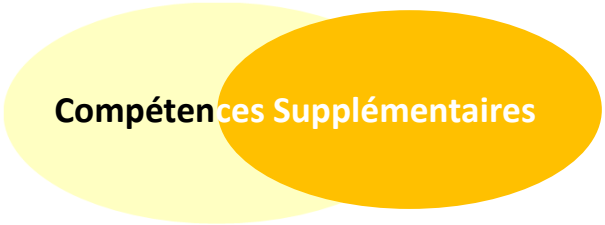
La collectivité est administrée par un conseil communautaire regroupant 28 délégués dont 7 Vice-Présidents ayant reçu chacun délégation du Président dans les différents domaines de compétences de la communauté de communes.

La communauté de communes dispose d'un effectif de 96 agents organisés par pôle selon la façon suivante :

- un pôle « ressources » administratif et financier
- un pôle enfance et jeunesse
- un pôle développement économique et tourisme
- un pôle aire d'accueil des gens du voyage
- un pôle technique
- un CIAS (Centre Intercommunal d'Action Sociale)

## Les compétences de la CC IDL

- Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale
- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices du tourisme
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° de II de l'article 1er de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage
- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés




- Protection et mise en valeur de l'environnement d'intérêt communautaire, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie
- Politique du logement et du cadre de vie d'intérêt communautaire
- Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire
- Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire
- Action sociale d'intérêt communautaire
- Création et gestion d'un espace France Services
- Politique de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse d'intérêt communautaire
- L'aménagement, le développement, l'entretien et la gestion des sites touristiques d'intérêt communautaire
- Aménagement et entretien des cours d'eau du territoire
- Assainissement : Contrôle des installations d'assainissement non collectif (SPANC)
- Aménagement numérique : aménagement numérique ainsi qu'il résulte de l'article L.1425-1 du CGCT
- Maison de santé pluridisciplinaire : Maison de santé pluridisciplinaire sur la commune de Montpon-Ménestérol
- Caserne de gendarmerie : caserne de gendarmerie à Montpon-Ménestérol dans le cadre d'une convention avec la direction générale de la gendarmerie nationale

## Rétrospective budgétaire

- Evolution et répartition des recettes de fonctionnement
- Evolution et répartition des dépenses de fonctionnement
- Résultat de clôture 2024

## Projection financière

- Fiscalité
- Dotations

## Orientations budgétaires 2025

- Charges de personnel
- Orientations budgétaires
- Tableau des effectifs

Section de fonctionnement

# BUDGET PRINCIPAL

## Evolution des recettes de fonctionnement depuis 2020

| Chapitre | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Variation 2023-2024 | Variation 2020-2024 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | 251 061 | 186 357 | 203 928 | 3 816 | - | -100,00% | -100,00% |
| 70 | 1 058 676 | 1 224 252 | 1 262 170 | 1 233 646 | 1 291 482 | 4,69% | 21,99% |
| 73 | 5 872 315 | 6 110 622 | 6 316 578 | 4 985 181 | 5 420 806 | 8,74% | -7,69% |
| 74 | 725 428 | 876 587 | 1 046 177 | 1 106 833 | 1 334 941 | 20,61% | 84,02% |
| 75 | 178 192 | 244 230 | 248 502 | 290 366 | 458 477 | 57,90% | 157,29% |
| 76 | 168 437 | 52 923 | 13 026 | 8 517 | 7 275 | -14,58% | -95,68% |
| 77 | 9 318 | 52 304 | 135 936 | 333 495 | 40 806 | -87,76% | 337,92% |
| 042 | 64 613 | 6 475 | 85 142 | 43 922 | 66 161 | 50,63% | 2,40% |
| **TOTAL** | **8 328 040** | **8 753 749** | **9 311 459** | **8 005 776** | **8 619 948** | **7,67%** | **3,51%** |

- Le chapitre 013: Les remboursements des assurances et des indemnités journalières liées aux congés de maladie des agents, comptabilisés sur ce chapitre jusqu'en 2022 apparaissent au chapitre 77 en 2023, puis au chapitre 75 en 2024 suite au passage à la M57

- Au chapitre 70 : Ce chapitre regroupe les produits des services mais également le remboursement par les communes membres du personnel mis à disposition ainsi que les frais de personnel par les budgets annexes

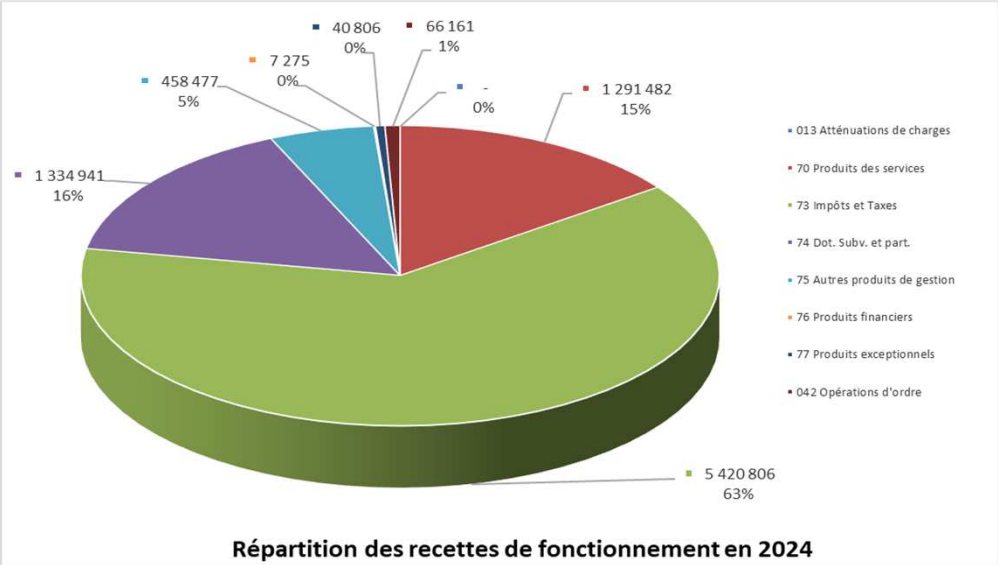
- Au chapitre 73 : La baisse observée en 2023 s'explique par le transfert sur un budget annexe de la redevance des ordures ménagères du SMD3

- Au chapitre 75 : Revenus des immeubles, reversements MSP, remboursement indemnités journalières liées aux congés de maladie des agents

- Au chapitre 76 : Remboursement intérêts emprunts transférés

## Répartition des recettes de fonctionnement en 2024

La répartition des recettes de fonctionnement peut être illustrée de la façon suivante :



Répartition des recettes de fonctionnement en 2024

| Chap. | Intitulé | 2024 | % |
|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | - | 0,00% |
| 70 | Produits des services | 1 291 482 | 14,98% |
| 73 | Impôts et Taxes | 5 420 806 | 62,89% |
| 74 | Dot. Subv. et part. | 1 334 941 | 15,49% |
| 75 | Autres produits de gestion | 458 477 | 5,32% |
| 76 | Produits financiers | 7 275 | 0,08% |
| 77 | Produits exceptionnels | 40 806 | 0,47% |
| 042 | Opérations d'ordre | 66 161 | 0,77% |
| **TOTAL** | | **8 619 948** | |

Le chapitre 70 enregistre les produits des services (cantine, garderie…) mais aussi les remboursements des communes et des budgets annexes pour le personnel mis à disposition. Il est le troisième poste de recettes et représente 14,98 % des recettes totales.

Le chapitre 73 représente environ 62,89 % des recettes de fonctionnement de la collectivité; il regroupe le versement des différents impôts et taxes :

- TH, TF,TFNB,CFE
- TASCOM
- IFER
- FNGIR (Fonds national de garantie individuelle des ressources)
- FPIC (Fonds de péréquation intercommunal)
- TEOM (Taxe d'enlèvement des ordures ménagères) pour la commune de Moulin Neuf (SMICVAL)
- Taxe de séjour
- Fraction de TVA

Le chapitre 74 regroupe les dotations de l'état, les participations de l'Etat pour le service minimum d'accueil en cas de grève dans les écoles, le remboursement des emplois d'avenir et PEC mais également les compensations de l'état pour les exonérations de TH, TF et CFE. Il est le deuxième poste de recettes et représente 15,49 %.

Dépenses de fonctionnement

## Evolution des dépenses de fonctionnement depuis 2020

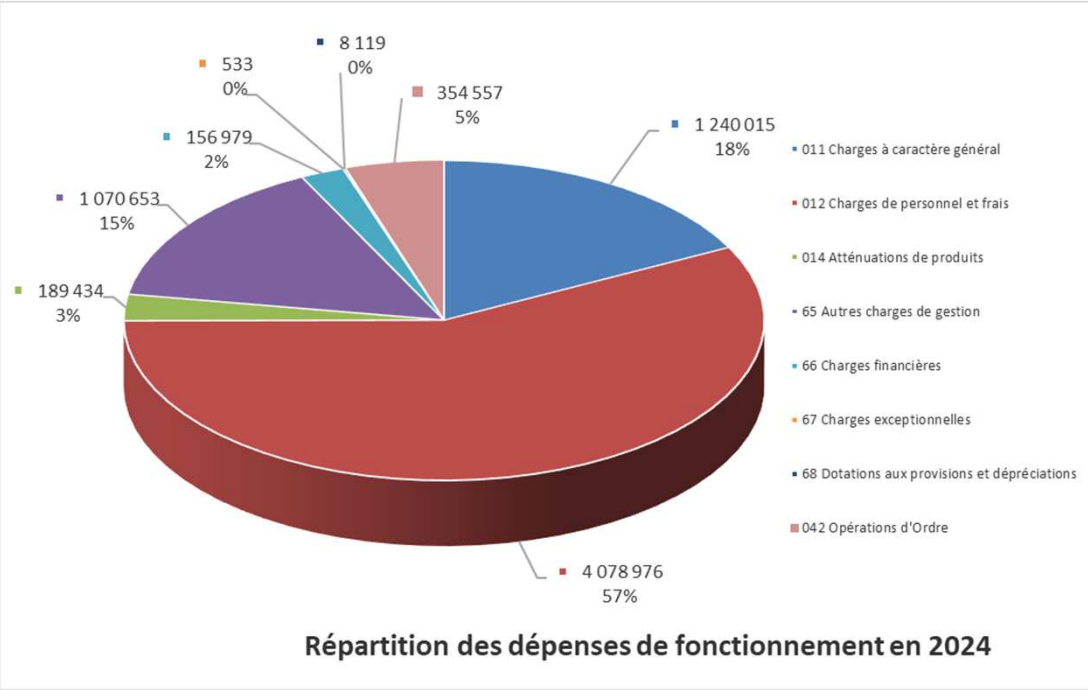
| Chapitre | Intitulé | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Variation 2023/2024 | Variation 2020/2024 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 936 672 | 963 655 | 954 692 | 1 142 155 | 1 240 015 | 8,57% | 32,39% |
| 012 | Charges de personnel et frais | 4 066 976 | 3 986 807 | 4 073 068 | 4 106 924 | 4 078 976 | -0,68% | 0,30% |
| 014 | Atténuations de produits | 233 232 | 191 199 | 200 281 | 188 544 | 189 434 | 0,47% | -18,78% |
| 65 | Autres charges de gestion | 2 116 940 | 2 370 129 | 2 410 867 | 767 959 | 1 070 653 | 39,42% | -49,42% |
| 66 | Charges financières | 173 116 | 212 417 | 165 034 | 175 950 | 156 979 | -10,78% | -9,32% |
| 67 | Charges exceptionnelles | 360 | 554 | 5 554 | 1 000 | 533 | -46,75% | 47,83% |
| 68 | Dotations aux provisions et dépréciations | - | - | - | - | 8 119 | - | - |
| 042 | Opérations d'Ordre | 345 801 | 294 671 | 427 162 | 328 851 | 354 557 | 7,82% | 2,53% |
| **TOTAL** | | **7 873 096** | **8 019 432** | **8 236 656** | **6 711 383** | **7 099 266** | **5,78%** | **-9,83%** |

- Le chapitre 011 (charges courantes) a subi une augmentation en lien avec le contexte de l'inflation. D'autre part, l'assurance du personnel de la collectivité est désormais imputée à ce chapitre (avant chapitre 012)
- Le chapitre 012 (charges de personnel) est stable dans sa globalité grâce à l'étude systématique des remplacements et le non-remplacement de certains départs
- Le chapitre 65 regroupe les versements aux organismes auxquels adhère la collectivité ainsi que les subventions versées aux associations et aux budgets annexes. La hausse de 39,42 % est principalement due aux subventions d'équilibre des budgets annexes
- Le chapitre 66 représente le paiement des intérêts d'emprunts et de ligne de trésorerie
- Le chapitre 68 représente les dotations aux provisions et dépréciations, obligatoire en M57
- Le chapitre 042 inscrit les écritures d'amortissement des immobilisations et les mouvements d'ordre liés aux cessions

## Répartition des dépenses de fonctionnement en 2024

La répartition des dépenses de fonctionnement peut être illustrée de la façon suivante :

| Chapitre | Intitulé | 2024 | % |
|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 1 240 015 | 17,47% |
| 012 | Charges de personnel et frais | 4 078 976 | 57,46% |
| 014 | Atténuations de produits | 189 434 | 2,67% |
| 65 | Autres charges de gestion | 1 070 653 | 15,08% |
| 66 | Charges financières | 156 979 | 2,21% |
| 67 | Charges exceptionnelles | 533 | 0,01% |
| 68 | Dotations aux provisions et dépréciations | 8 119 | 0,11% |
| 042 | Opérations d'Ordre | 354 557 | 4,99% |
| **TOTAL** | | **7 099 266** | |



Répartition des dépenses de fonctionnement en 2024

- Le chapitre 012 regroupe la rémunération du personnel mais également les missions temporaires, les cotisations CDG et CNFPT, la médecine du travail, le CNAS et le CDAS…
  Les charges de personnel représentent le plus gros poste de dépenses soit 57,46% des dépenses de fonctionnement

- Le chapitre 011 regroupe quant à lui les dépenses d'eau, électricité, carburant, petit matériel, contrat de maintenance, alimentation des cantines, assurances….et représente 17,47% des dépenses

- Le chapitre 65 qui regroupe les participations aux différents organismes représente environ 15,08% des dépenses.
  Y figurent notamment les participations au :
  - Syndicat du Bassin de l'Isle
  - Périgord Numérique (pour partie), Périgord Initiative, Périgord Développement
  - SMICVAL
  - Agence Technique Départementale

- Le chapitre 68 représente les dotations aux provisions et dépréciations, obligatoire en M57

## Résultat de clôture 2024

| BUDGET PRINCIPAL | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Dépenses | Recettes | Résultats de l'exercice | Résultats antérieurs 2023 | Résultat total |
| **F** | 7 099 266,08 | 8 619 948,29 | 1 520 682,21 | 937 088,89 | 2 457 771,10 |
| **I** | 1 894 760,91 | 1 918 120,06 | 23 359,15 | - 1 129 198,68 | - 1 105 839,53 |
| | | | | | **1 351 931,57** |

| Restes à réaliser 2024 | |
|---|---|
| D | 557 839,25 |
| R | 234 311,78 |
| **T** | **- 323 527,47** |

| | |
|---|---|
| **RESULTATS 2024** | **1 028 404,10** |

## Ligne de trésorerie

La CC Isle Double Landais a fonctionné en 2024 avec une ligne de trésorerie d'un montant maximum de 800 000 € avec la Caisse d'Epargne. Le tirage maximum qui a été fait cette année est d'un montant de 500 000 €.

La ligne de trésorerie a été entièrement remboursée au 31/12/2024.

Pour l'année 2025, un nouveau contrat a été établi auprès de la Caisse d'Epargne pour un tirage maximum autorisé de 800 000 €.

## Calcul de la CAF nette :

| Année | Dépenses de fonctionnement | Atténuation de charges | Charges de fonctionnement réelles | Remboursement de la dette | Produits de fonctionnement réels | CAC | CAF Brute | CAF nette après remb. capital |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2020 | 7 954 588 | 251 061 | 7 608 787 | 881 811 | 8 268 741 | **1,03** | 659 954 | - **221 857** |
| 2021 | 8 019 432 | 186 357 | 7 724 761 | 864 955 | 8 747 235 | **0,98** | 1 022 474 | **157 519** |
| 2022 | 8 236 656 | 203 928 | 7 809 494 | 852 480 | 9 226 317 | **0,94** | 1 416 823 | **564 343** |
| 2023 | 6 711 383 | 3 816 | 6 382 532 | 858 704 | 8 047 699 | **0,90** | 1 665 167 | **806 463** |
| **2024** | **7 099 266** | **0** | **6 744 709** | **824 158** | **8 553 787** | **0,88** | **1 809 079** | **984 921** |

En 2020, la CAF nette de la CC IDL demeurait négative malgré une légère amélioration. Elle ne dégageait plus assez de la section de fonctionnement pour couvrir son remboursement du capital d'emprunt. Il était donc urgent qu'elle retrouve des moyens (augmentation des recettes / diminution des dépenses), et qu'elle limite son recours à l'emprunt. Avec la correction rapide apportée par les travaux de la CLECT en 2021 et une maîtrise des dépenses de fonctionnement (et notamment celles de personnel) en 2021 et 2022, la CAF nette redevient légèrement positive en 2021 et se chiffre à 564 343 € en 2022.

En 2023 et 2024, la collectivité a poursuivi ses efforts et la CAF nette à poursuivi sa croissance.

## Rigidité des charges structurelles:

| CHARGES STRUCTURELLES | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Variation 2023/2024 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| PERSONNEL | 4 066 948 | 3 986 807 | 4 073 068 | 4 108 875 | 4 078 976 | **-0,73%** |
| PARTICIPATIONS | 1 548 262 | 1 647 897 | 1 717 180 | 214 124 | 236 692 | **10,54%** |
| CHARGES INTERETS | 254 607 | 212 417 | 165 034 | 175 950 | 156 979 | **-10,78%** |
| PRODUITS REELS DE F | 8 268 741 | 8 747 275 | 9 226 317 | 8 047 699 | 8 553 787 | **6,29%** |
| **RATIO** | **0,71** | **0,67** | **0,65** | **0,56** | **0,52** | |

*Par ce ratio, il s'agit de mesurer la part des recettes réelles de fonctionnement mobilisée par les seules dépenses incompressibles ou tout du moins rigides que sont le personnel, la charge de la dette (dépenses obligatoires) et les contingents et participations, auxquels doit faire face la collectivité.*

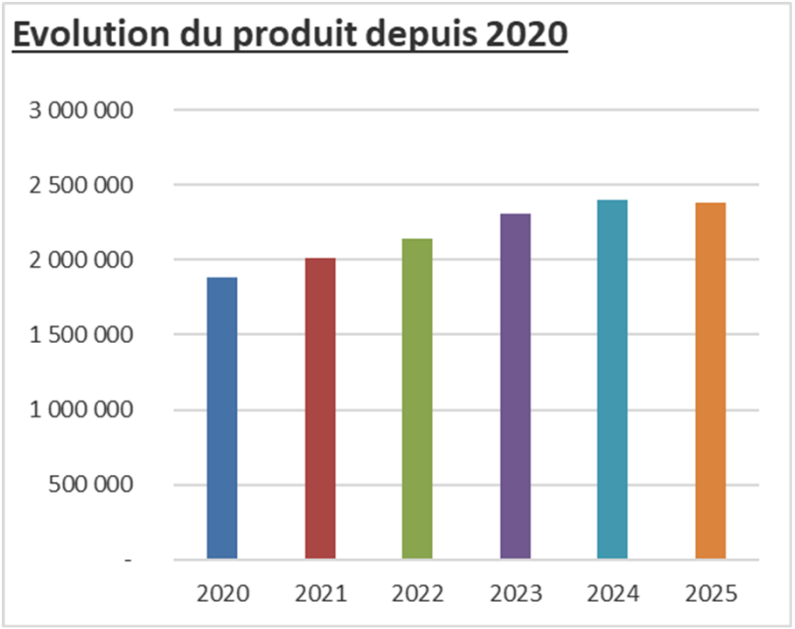
*Le seuil d'alerte est à 1.*

## Capacité de désendettement

| BUDGET PRINCIPAL | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Année** | **Dette (CRD au 31/12/N)** | **Epargne brute** | **Capacité de désendettement** | **Observations** |
| 2020 | 10 126 644 | 659 954 | 15,3 | |
| 2021 | 8 436 636 | 1 041 763 | 8,1 | *Restitution aux communes des emprunts relatifs aux établissements scolaires* |
| 2022 | 8 128 664 | 1 416 823 | 5,7 | |
| 2023 | 7 363 843 | 1 665 167 | 4,4 | |
| 2024 | 6 541 138 | 1 809 079 | 3,6 | |

## Projection financière pour 2025 - FISCALITE

| Ressources fiscales | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 (estimation) |
| Taxe d'habitation | 833 715 | 83 373 | 86 734 | 99 548 | 93 536 | 95 000 |
| Fraction de TVA (remplacement TH) | | 870 532 | 953 932 | 979 974 | 979 687 | 950 000 |
| Taxe Foncière (bâti) | 916 265 | 915 979 | 952 246 | 1 029 235 | 1 093 862 | 1 100 000 |
| Taxe Foncière (non bâti) | 137 821 | 142 365 | 146 872 | 128 403 | 163 649 | 165 000 |
| GEMAPI | | | 75 000 versés en 2024 | 70 000 | 70 000 | 74 000 |
| **TOTAL PRODUIT REÇU** | **1 887 801** | **2 012 249** | **2 139 784** | **2 307 160** | **2 400 734** | **2 384 000** |




A partir de 2021, les EPCI à fiscalité propre ne reçoivent plus de produit de la taxe d'habitation, hormis celle sur les résidences secondaires. Ce produit est remplacé par le versement d'une fraction de la TVA nationale.

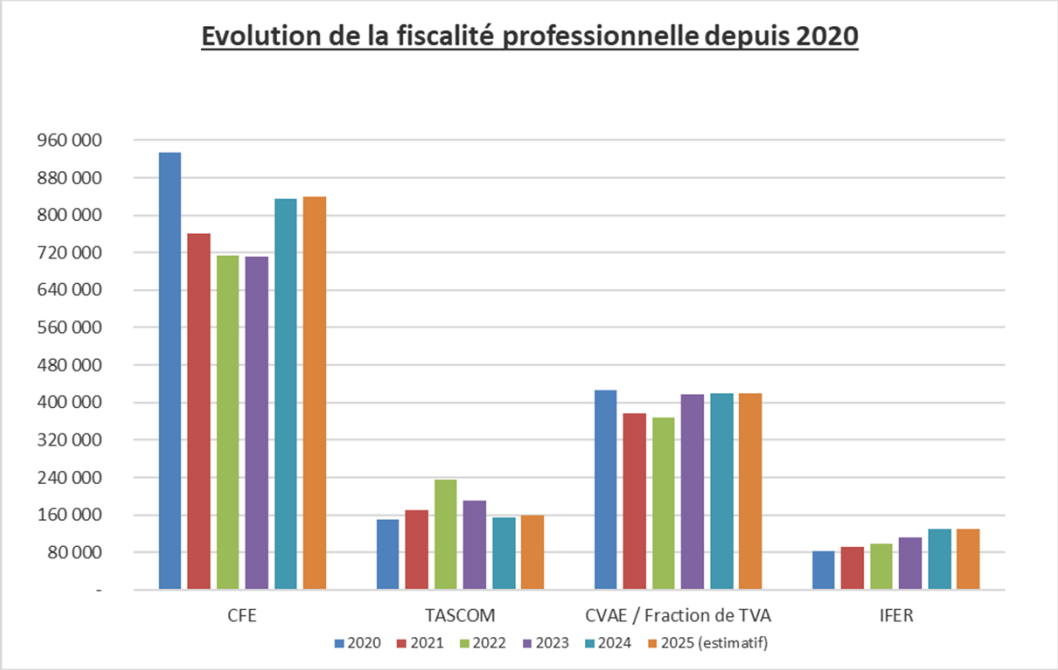
De 2014 à 2020, les taux votés par la CC IDL étaient inchangés (8,15% pour la TFB et 29,29% pour le NB). En 2021, ils connaissent une augmentation :

- Taxe foncière bâti : passage de 8,15% à 8,52%
- Taxe foncière non bâti : passage de 29,29% à 30,62%

Lors de la séance de vote du budget 2025, il sera donc proposé au conseil communautaire de maintenir les taux de 2024 qui seront notifiés dans l'état 1259 de la CC IDL.

Concernant la taxe foncière l'Insee a publié **l'IPCH définitif du mois de novembre 2024, arrêté à 1,7%**, taux prévu dans les textes pour cette revalorisation annuelle.

| Ressources fiscales professionnelles | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2020 | | 2021 | | 2022 | | 2023 | | 2024 | | 2025 | |
| | Produits | *évolution* | Produits | *évolution* | Produits | *évolution* | Produits | *évolution* | Produits | *évolution* | Prévision | *évolution* |
| CFE | 934 157 | -4,21% | 761 906 | -18,44% | 714 933 | -6,17% | 711 079 | -0,54% | 836 068 | 17,58% | 840 000 | 0,47% |
| TASCOM | 150 938 | -6,74% | 170 401 | 12,89% | 236 403 | 38,73% | 191 084 | -19,17% | 155 279 | -18,74% | 160 000 | 3,04% |
| CVAE | 426 426 | 15,03% | 377 427 | -11,49% | 368 712 | -2,31% | | | | | | |
| Fraction de TVA (remplacement CVAE) | | | | | | | 417 578 | 13,25% | 419 568 | 0,48% | 419 000 | -0,14% |
| IFER | 81 964 | 1,04% | 92 262 | 12,56% | 99 490 | 7,83% | 112 450 | 13,03% | 129 937 | 15,55% | 132 000 | 1,59% |
| **TOTAL PRODUIT REÇU** | **1 593 485** | **0,29%** | **1 401 996** | **-12,02%** | **1 419 538** | **1,25%** | **1 432 191** | **0,89%** | **1 540 852** | **7,59%** | **1 551 000** | **0,66%** |




Les ressources fiscales professionnelles de la collectivité regroupent :

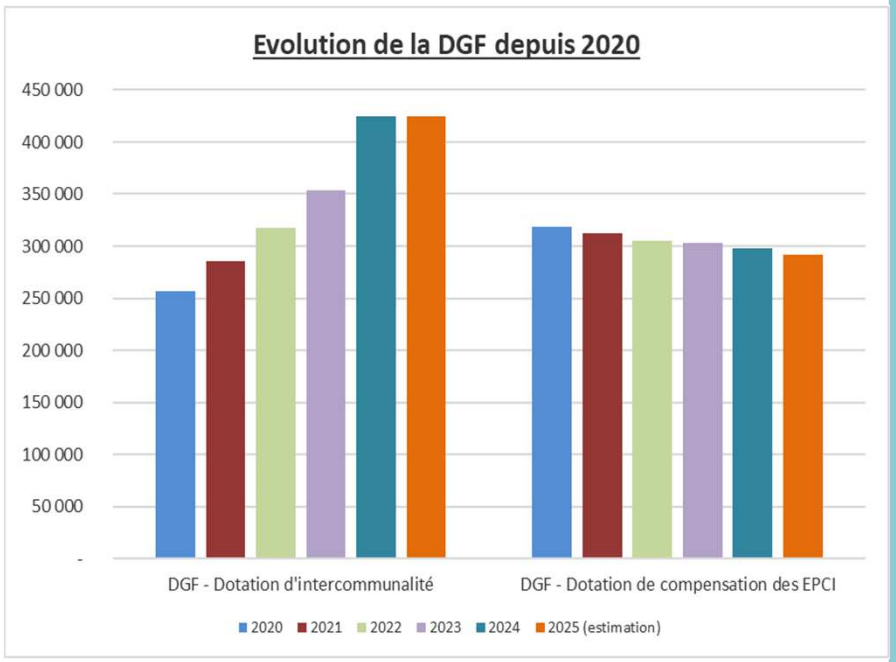
- La cotisation foncière des entreprises (CFE)
- La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)
- La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) : supprimée en 2023, est désormais versée sous forme de fraction de TVA
- L'impôt forfaitaire pour les entreprises de réseau (IFER)

Les produits prévisionnels restent prudentiels. La réception de l'état 1259 fin mars 2025, devrait permettre un ajustement de ces prévisions pour le budget.

# Projection financière pour 2025 - DOTATIONS

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 (estimation) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **DGF - Dotation d'intercommunalité** | 256 739 | 285 308 | 317 197 | 353 371 | 425 186 | 425 186 |
| Evolution DGF en valeur | 23 655 | 28 569 | 31 889 | 36 174 | 71 815 | - |
| Evolution DGF en % | 10,15% | 11,13% | 11,18% | 11,40% | 20,32% | 0,00% |

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 (estimation) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **DGF - Dotation de compensation des EPCI** | 318 143 | 311 877 | 305 036 | 303 265 | 298 246 | 292 000 |
| Evolution DGF en valeur | - 5 925 | - 6 266 | - 6 841 | - 1 771 | - 5 019 | - 6 246 |
| Evolution DGF en % | -1,83% | -1,97% | -2,19% | -0,58% | -1,65% | -2,09% |




Pour rappel, la Dotation Globale de Fonctionnement des intercommunalités est composée de deux volets :

- la dotation d'intercommunalité,
- la dotation de compensation (aussi appelée dotation de péréquation).

**-> En ce qui concerne les dotations, il est proposé l'hypothèse prudentielle d'un maintien de la dotation actuelle pour la dotation d'intercommunalité et une baisse pour la dotation de compensation.**

**Les montants définitifs de ces dotations devraient être communiqués par les services de l'Etat aux environs des mois de mai ou juin 2025.**

## Les charges de personnel

La CC IDL poursuit sa politique de gestion des ressources humaines, en lien avec les objectifs stratégiques fixés. Pour 2025, les objectifs poursuivis sont l'optimisation des ressources humaines, l'accompagnement des mutations organisationnelles et le développement des potentiels (par la formation et la professionnalisation des agents), et la mise en place de la politique de prévention des risques professionnels.

## Action sociale

L'action sociale représente près de 33 000 €. Elle comprend l'adhésion au CNAS et au CDAS, qui permettent d'apporter aux agents, et à leur famille, des avantages sociaux par l'octroi de prestations diverses.

Pour 2025, le conseil communautaire a décidé que la CC IDL prendrait en charge la totalité de la cotisation annuelle (part collectivité et part agent de 26 €).

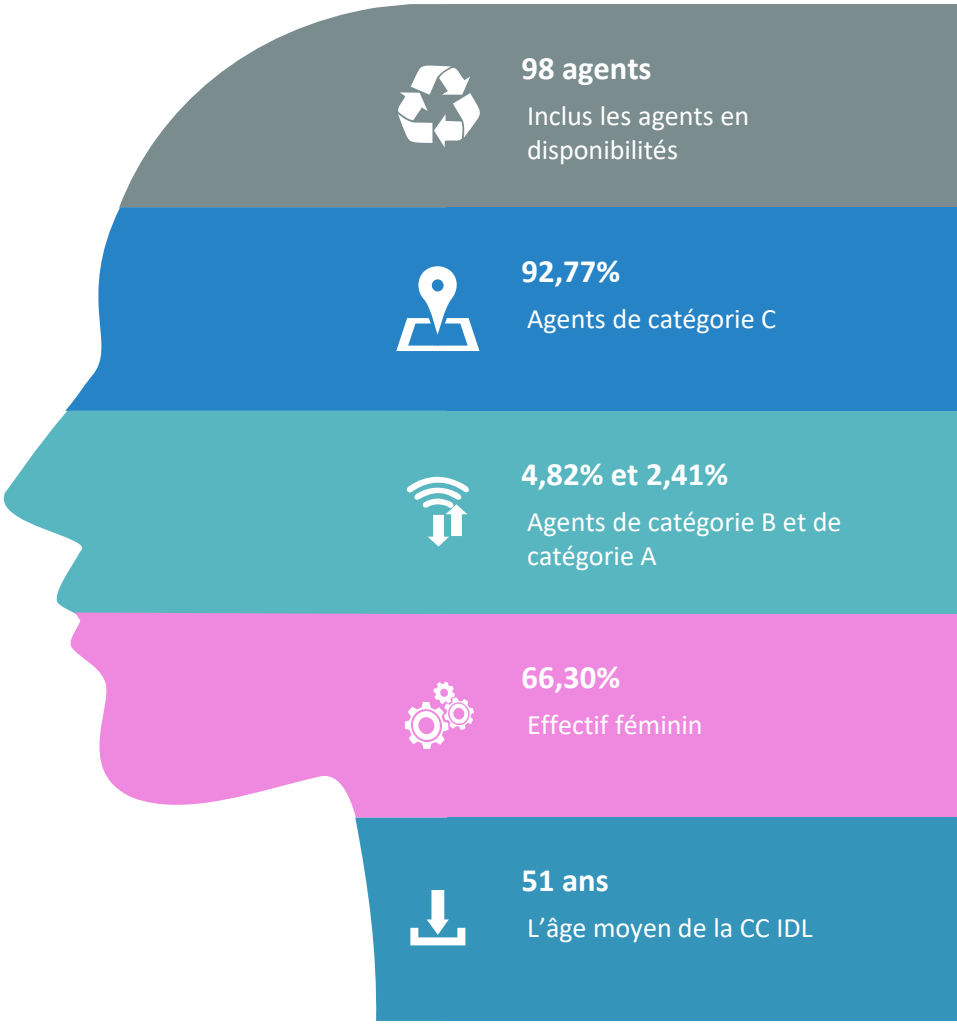
Les agents stagiaires, titulaires et contractuels de droit privé et de droit public dont la durée des contrats est égale ou supérieure à six mois bénéficieront de cette adhésion.

Les agents retraités qui le souhaitent (la part agent étant à leur charge) peuvent également adhérer, la CC IDL prenant uniquement la part collectivité à sa charge.

## Gestion du temps de travail

Conformément à la délibération adoptée par le conseil Communautaire le 26 mai 2016, la durée annuelle du temps de travail dans les services intercommunaux a été fixée à 35 heures hebdomadaire + 7 heures au titre de la journée de solidarité.

Le conseil Communautaire a d'ailleurs adopté un règlement du temps de travail qui fixe les règles communes à l'ensemble des agents et services de la CC IDL dans le domaine de l'organisation du temps de travail. L'harmonisation et uniformisation des temps de travail sont en cours et font partie des priorités des lignes directrices de gestion (obligatoires depuis le 01/01/2021).



## Evolution des dépenses de personnel

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des grandes masses des dépenses de personnel depuis 2020 :

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 (estimation) | Variation 2024/2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Charges de personnel (titulaires, CDD, CDI) | 3 760 497 | 3 665 735 | 3 629 033 | 3 480 460 | 3 433 124 | 3 601 000 | 4,89% |
| Missions temporaires et MAD | 240 487 | 253 899 | 376 395 | 560 880 | 580 299 | 679 000 | 17,01% |
| Cotisation CDG / CNFPT / FNAL | 65 992 | 67 172 | 67 640 | 67 534 | 65 554 | 67 500 | 2,97% |
| **Total** | **4 066 976** | **3 986 807** | **4 073 068** | **4 108 875** | **4 078 976** | **4 347 500** | |
| **Variation Annuelle** | **-0,04%** | **-1,97%** | **2,16%** | **0,88%** | **-0,73%** | **6,58%** | |

- **Le taux d'absentéisme pour 2024 est de 12%.** En 2020, suite à l'épisode de la crise sanitaire, et notamment les périodes de confinement, le taux d'absentéisme diminue et passe à 11%. En 2021, il s'accroit et passe à 13% pour atteindre 18% en 2022. En 2023, il retrouve le niveau de 2021 avec un taux de 13%.
- Les remplacements des arrêts maladie ont été limités et examinés au cas par cas selon les critères de continuité absolue du service, de normes d'encadrement et de face à face avec les usagers. Malgré cela, le coût du remplacement reste élevé.

**Dispositions du PLF 2025 relatives à la masse salariale**

- **Art. 189 :** Passage du taux de remplacement à 90 % du traitement en cas de congés de maladie ordinaire de courte durée des fonctionnaires. Le décret n°2025-198 du 27/02/2025 étend aux contractuels cette mesure, entrée en vigueur depuis le 1er mars 2025.
- **Décret du 30 janvier 2025 :** Hausse de 12 points en 4 ans (soit 3 points chaque année sur la période 2025-2028) du taux de cotisation employeur à la CNRACL.
- Le taux de cotisation d'assurance maladie des agents affiliés à la CNRACL est fixé au 1er janvier 2025, comme en 2023, à 9,88 % après 8,88 % en 2024. La baisse de 2024, qui visait à compenser la hausse simultanée d'un point de la cotisation employeur CNRACL, est donc annulée.
- Le décret concernant l'application de la prime **GIPA** (garantie individuelle du pouvoir d'achat) n'ayant pas été publié, il semble confirmé que, comme en 2024, elle ne sera pas versée. Cette prime a été créée en 2008, elle permet de compenser à certains agents l'écart d'évolution entre leur rémunération et l'inflation. Pour en bénéficier, l'évolution indiciaire de l'agent doit être inférieure à l'inflation sur une période de référence de 4 ans.

## Charges de personnel – Orientations budgétaires 2025

Les mesures nationales :

- Le SMIC horaire brut est porté à 11,88 € au premier janvier 2025;
- La poursuite des mesures statutaires et indiciaires prévues dans le cadre de la mise en œuvre du protocole Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations (PPCR);
- A ces mesures s'ajoute également le glissement vieillissement technicité (GVT) positif, qui est automatique et prévisible, car il est la conséquence d'un système de promotion sociale (avancements de grade, promotion interne, attribution de NBI, nomination suite concours, avancement d'échelon à cadence unique prévu par le statut de la fonction publique territoriale).

Les mesures locales :

- En décembre 2021, le conseil communautaire a acté la délibération permettant de supprimer 1/30 de l'IFSE (Indemnité de Fonctions, sujétions et expertises) aux agents en cas d'arrêt maladie. Cette délibération reste inchangée pour l'année 2025.

La formation :

La formation est un levier majeur de la GPEC (Gestion Prévisionnelle des Effectifs et des Compétences). En favorisant les montées en compétences, la CCIDL développe de la polyvalence au sein de la structure, et permet ainsi aux agents d'évoluer dans leur carrière tout en répondant aux besoins de la collectivité.

Parmi les priorités de formation proposées aux agents en 2025, les principales relèveront :

- De la professionnalisation (initiale ou continue) des fonctions exercées,
- De l'obtention du renouvellement de compétences obligatoires ou règlementaires comme la conduite d'engins ou de poids lourds, les diverses habilitations,
- De la santé et de la sécurité.

Tableau des effectifs au 01/01/2025 :

| GRADE OU EMPLOI | CATEGORIE | EFFECTIF BUDGETAIRE | DUREE | EFFECTIF POURVU |
|---|---|---|---|---|
| SECTEUR ADMINISTRATIF | | | | |
| Attaché | A | 2 | 35 | 1 |
| Rédacteur Principal 2ème classe | B | 1 | 35 | |
| Adjoint Adm. Principal 1ère classe | C | 6 | 35 | 6 |
| Adjoint Adm. Principal 2ème classe | C | 1 | 35 | 1 |
| Adjoint Admnistratif | C | 1 | 35 | 1 |
| SECTEUR TECHNIQUE | | | | |
| Ingénieur Principal | A | 1 | 35 | 1 |
| Technicien | B | 1 | 35 | 1 |
| Agent Maîtrise Principal | C | 5 | 35 | 4 |
| Agent Maîtrise | C | 2 | 35 | 2 |
| | | 1 | 32 | 1 |
| Adjoint Technique Principal 1ère classe | C | 6 | 35 | 5 |
| Adjoint Technique Principal 2ème classe | C | 21 | 35 | 21 |
| | | 1 | 30 | 1 |
| | | 1 | 28 | 1 |
| | | 1 | 27 | 1 |
| | | 2 | 20 | 2 |
| | | 1 | 10 | 1 |
| Adjoint Technique | C | 16 | 35 | 14 |
| | | 1 | 31 | 1 |
| | | 2 | 28 | 2 |
| | | 1 | 18 | |
| SECTEUR MEDICO-SOCIAL | | | | |
| Auxiliaire de Puériculture classe normale | B | 1 | 35 | 1 |
| A.S.E.M. Principal 1ère classe | C | 2 | 35 | 2 |
| SECTEUR SPORTIF | | | | |
| Educateur des APS Principal 1ère classe | B | 1 | 35 | 1 |
| SECTEUR ANIMATION | | | | |
| Animateur Principal 1ère classe | B | 1 | 35 | 1 |
| Adjoint Animation Principal 1ère classe | C | 1 | 35 | 1 |
| | | 1 | 21 | 1 |
| Adjoint Animation Principal 2ème classe | C | 3 | 35 | 2 |
| | | 1 | 32 | 1 |
| | | 1 | 30 | |
| Adjoint Animation | C | 6 | 35 | 6 |
| SOUS-TOTAL I | | 92 | | 83 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| EMPLOIS CONTRACTUELS | | | | |
| PEC | | 1 | 20 | 1 |
| CDI | | 3 | 35 | 2 |
| CDD | | 4 | 35 | 4 |
| CDD | | 1 | 33 | 1 |
| SOUS-TOTAL II | | 9 | | 8 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| TOTAL GENERAL | | 101 | | 91 |

**Rétrospective budgétaire**

- Evolution des recettes d'investissement
- Evolution des dépenses d'investissement

**Orientations budgétaires 2025**

- Les restes à réaliser 2024
- Orientations budgétaires 2025

**Structure et gestion de la dette**

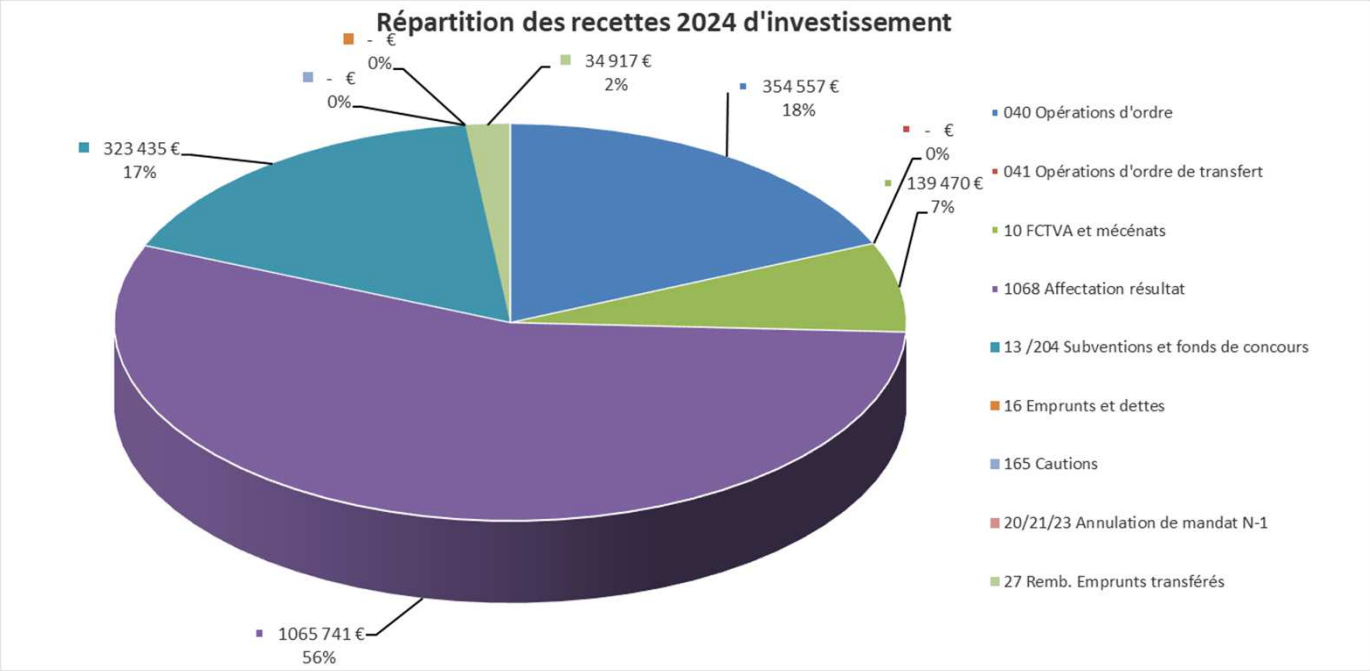
- Composantes et typologie de la dette
- Evolution du capital restant dû

Section d'investissement

# BUDGET PRINCIPAL

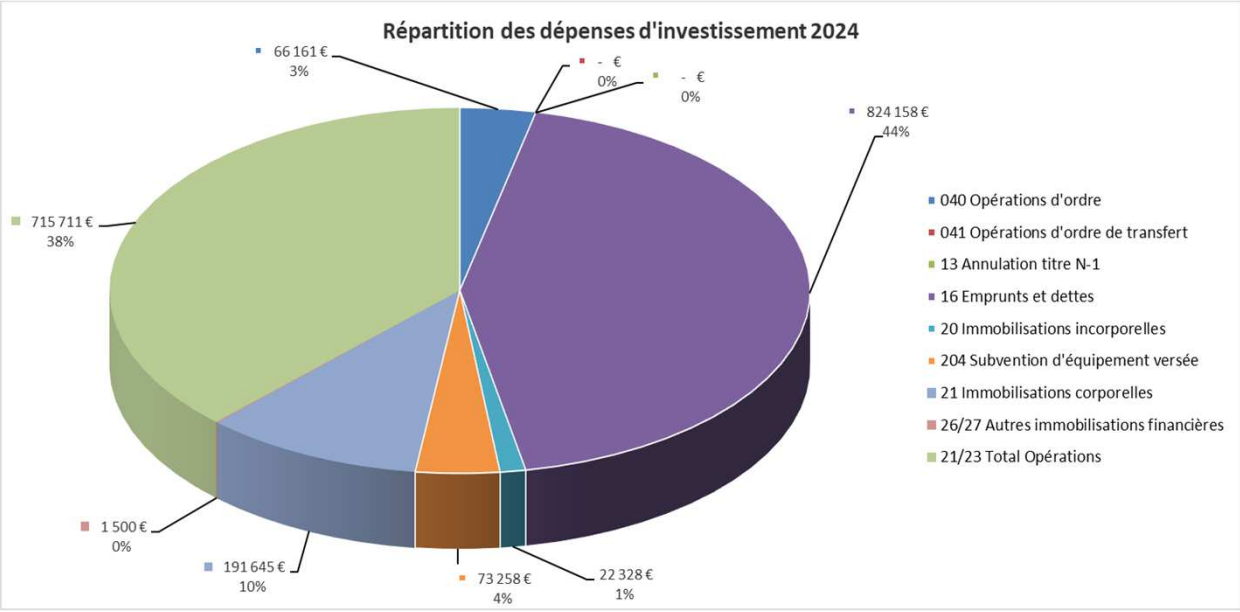
## Evolution des recettes d'investissement depuis 2020

| chap. | Intitulé | Réalisé 2020 sans les RAR | Réalisé 2021 sans les RAR | Réalisé 2022 sans les RAR | Réalisé 2023 sans les RAR | Réalisé 2024 sans les RAR |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 040 | Opérations d'ordre | 345 801 | 294 671 | 427 162 | 328 851 | 354 557 |
| 041 | Opérations d'ordre de transfert | - | 1 397 849 | - | 8 588 | - |
| 10 | FCTVA et mécénats | 332 195 | 146 377 | 230 145 | 303 312 | 139 470 |
| 1068 | Affectation résultat | 1 009 300 | 300 295 | 618 618 | 741 415 | 1 065 741 |
| 13 /204 | Subventions et fonds de concours | 795 985 | 486 327 | 480 398 | 177 825 | 323 435 |
| 16 | Emprunts et dettes | 225 000 | 555 000 | 562 000 | 80 006 | - |
| 165 | Cautions | - | 1 125 | - | - | - |
| 20/21/23 | Annulation de mandat N-1 | - | | 1 508 | 3 570 | - |
| 27 | Remb. Emprunts transférés | 139 648 | 135 718 | 49 512 | 33 675 | 34 917 |
| **TOTAL** | | **2 847 929** | **3 317 361** | **2 369 343** | **1 677 242** | **1 918 120** |



# Evolution des dépenses d'investissement depuis 2020

| chap. | Intitulé | Réalisé 2020 sans les RAR | Réalisé 2021 sans les RAR | Réalisé 2022 sans les RAR | Réalisé 2023 sans les RAR | Réalisé 2024 sans les RAR |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 040 | Opérations d'ordre | 64 613 | 6 475 | 85 142 | 43 922 | 66 161 |
| 041 | Opérations d'ordre de transfert | - | 1 397 849 | - | 8 588 | - |
| 13 | Annulation titre N-1 | - | - | - | - | - |
| 16 | Emprunts et dettes | 881 811 | 864 955 | 852 480 | 859 122 | 824 158 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 32 844 | 25 217 | 45 936 | 20 888 | 22 328 |
| 204 | Subvention d'équipement versée | 4 000 | - | - | 77 481 | 73 258 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 255 838 | 40 403 | 175 452 | 374 451 | 191 645 |
| 26/27 | Autres immobilisations financières | 171 353 | 19 | 187 | 12 251 | 1 500 |
| 21/23 | Total Opérations | 1 228 277 | 689 206 | 1 173 459 | 1 433 288 | 715 711 |
| **TOTAL** | | **2 638 736** | **3 024 123** | **2 332 657** | **2 829 991** | **1 894 761** |




- Le chapitre 16 fait apparaître le remboursement en capital des annuités d'emprunts
- Le chapitre 20 est consacré au paiement des frais relatifs aux documents d'urbanisme comme le PLUi ou les études relatives aux projets photovoltaïques en cours sur le territoire
- Le chapitre 21 regroupe diverses acquisitions pour les écoles du territoire, les services techniques, les services administratifs
- Au chapitre 26, figure la prise de participation à la foncière de la SEMIPER.
- Le chapitre 23 regroupe les différentes opérations en cours : travaux de la gendarmerie, Maison de Santé, travaux de voirie 2024…

## LES RESTES A REALISER 2024

Les restes à réaliser 2024 s'élèvent à :

- En dépenses : 557 839,25 €
- En recettes : 234 311,78 €

- Les restes à réaliser Dépenses comprennent notamment les dépenses suivantes :

  - Les études pour les projets photovoltaïques
  - L'AMO pour la piscine
  - Les fonds de concours à verser aux communes
  - La voirie 2024

- Les restes à réaliser Recettes sont notamment composés de:

  - Subvention départementale pour la Maison de santé
  - Subvention départementale pour les travaux du bourg de St-Martial
  - Subvention départementale pour les travaux de l'avenue Malraux
  - Subvention départementale pour la voirie 2022

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2025

Les dépenses d'investissement pourraient être engagées à hauteur de 2 876 360 € environ traduisant les projets suivants, soumis au présent débat d'orientations budgétaires :

- <u>En matière d'engagements pluriannuels</u> :

  - La fin des études de la piscine
  - Conception et réalisation de la piscine communautaire

- <u>En matière d'engagements annuels</u> :

  - La réalisation des travaux de voirie 2025
  - Les modifications des PLU
  - L'acquisition de matériel divers pour les services techniques et administratifs
  - Les chemins de randonnées
  - L'acquisition de matériel pour les écoles

## RECETTES D'INVESTISSEMENT 2025

En 2025, les recettes d'investissement regrouperont principalement :

- Du FCTVA qui devrait s'élever à environ 475 000 €
- Les dotations aux amortissements pour 280 000 €
- L'emprunt pour la piscine à hauteur de 830 000 €

Sont inscrites également les subventions attribuées et/ou à solliciter pour les opérations d'équipements :

- La piscine communautaire pour 1 000 000 €

# PREVISIONNEL INVESTISSEMENT 2025

| DEPENSES | RAR 2024 | 2025 | TOTAL | RECETTES | RAR 2024 | 2025 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Emprunt en capital (1641) | | 800 000,00 | 800 000,00 | Virement Section Fonctionnement (021) | | 1 035 917,08 | 1 035 917,08 |
| | | | | Amortissement (28...) | | 280 000,00 | 280 000,00 |
| | | | | FCTVA (10222) | | 479 217,00 | 479 217,00 |
| Caution (165) | | 4 000,00 | 4 000,00 | Caution | | 4 000,00 | 4 000,00 |
| Amortissement subventions (139) | | 8 145,00 | 8 145,00 | Remboursement emprunts transférés Voirie Montpon | | 36 205,92 | 36 205,92 |
| **SOUS-TOTAL 1** | **-** | **812 145,00** | **812 145,00** | **SOUS-TOTAL 1** | **-** | **1 835 340,00** | **1 835 340,00** |
| **CHAPITRE 20** | | | | **CHAPITRE 13** | | | |
| Documents d'urbanisme ( PLUi ) + Divers PLU + Photovoltaïque | 9 408,00 | 60 000,00 | 69 408,00 | Photovoltaïque | | 10 000,00 | 10 000,00 |
| | | | | PLU | | 28 165,00 | 28 165,00 |
| **CHAPITRE 204** | | | | | | | |
| Subventions d'équipement versées - Périgord numérique - Pays Isle | | 77 000,00 | 77 000,00 | | | | - |
| Fonds de concours Le Pizou - Construction d'un gymnase | 100 000,00 | | 100 000,00 | | | | - |
| Fonds de concours Ménesplet - Réalisation de trottoirs | 94 700,00 | | 94 700,00 | | | | - |
| Fonds de concours Moulin Neuf - Rénovation Salle des fêtes | 100 000,00 | | 100 000,00 | | | | - |
| Fonds de concours St-Martial d'Artenset - Gabare | 13 465,00 | | 13 465,00 | | | | - |
| Fonds de concours Montpon-Ménestérol - Aménagement extérieur ZAC + PDIPR | 110 000,00 | 3 000,00 | 113 000,00 | | | | - |
| Fonds de coucours Echourgnac - déplacement d'assiette chemins PDIPR + parking MAM | 3 330,30 | 25 000,00 | 28 330,30 | | | | |
| Fonds de concours Ménesplet - déplacement d'assiette chemins PDIPR | | 1 360,00 | 1 360,00 | | | | |
| **CHAPITRE 21** | | | | | | | |
| Mobilier, Matériel et Informatique Ecoles | 2 593,71 | 50 000,00 | 52 593,71 | | | | |
| Frais pour vente terrain | | | - | | | | |
| Acquisition matériels techniques | | 80 000,00 | 80 000,00 | | | | |
| Acquisition matériels administratifs | | 10 000,00 | 10 000,00 | | | | - |
| Panneaux de signalisation | 2 079,84 | 5 000,00 | 7 079,84 | | | | - |
| Achat chaudières Gendarmerie | | | - | | | | - |
| Peintures métalliques extérieures gendarmerie | | | - | | | | |
| Investissement Chemins de randonnées | 24 996,02 | 50 000,00 | 74 996,02 | | | | |
| | | | - | | | | |
| **CHAPITRE 23** | | | | | | | |
| Travaux en cours | | 40 000,00 | 40 000,00 | | | | |
| **CHAPITRE 27** | | | | **CHAPITRE 27** | | | |
| Caution (275) | | 1 500,00 | 1 500,00 | Caution (275) | | 1 500,00 | 1 500,00 |
| **SOUS-TOTAL 2** | **460 572,87** | **402 860,00** | **863 432,87** | **SOUS-TOTAL 2** | **-** | **39 665,00** | **39 665,00** |
| OP 101 - GENDARMERIE Extension | 2 286,62 | | 2 286,62 | | | | - |
| | | | | | | | |
| OP 148 - Tranche 2 Bourg St-Martial d'Artenset | | | - | Département | 37 053,73 | | 37 053,73 |
| | | | | | | | |
| OP 150 - MSP Extension n°2 | 537,38 | | 537,38 | Département | 62 500,00 | | 62 500,00 |
| | | | | | | | |
| OP 156 - PISCINE Etudes / MO | 69 929,88 | 90 000,00 | 159 929,88 | DETR / Département / € / Sport / Fonds de concours Montpon | | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 |
| PISCINE - CONSTRUCTION | | 1 830 000,00 | 1 830 000,00 | Emprunt piscine | | 830 000,00 | 830 000,00 |
| OP 159 - VELOROUTE RIVE GAUCHE | | | - | | | | - |
| | | | - | | | | |
| OP 170 - Aménagement Rue André Malraux - Montpon | | | - | Département | 75 000,00 | | 75 000,00 |
| | | | - | | | | - |
| OP 171 - Voirie 2022 | | | - | Département | 59 758,05 | | 59 758,05 |
| | | | - | | | | - |
| OP 175 - Création voirie accès fromagerie abbaye Echourgnac | | | - | | | | - |
| OP 176 - Ponceaux St-Sauveur / Moulin Neuf-Ménesplet | 24 512,50 | 22 500,00 | 47 012,50 | | | | |
| OP 177 - Restauration de la continuité écologique de l'Isle | | 7 500,00 | 7 500,00 | | | | |
| OP 178 - Voirie 2025 | | 540 000,00 | 540 000,00 | | | | - |
| | | | | | | | - |
| **SOUS-TOTAL 3** | **97 266,38** | **2 490 000,00** | **2 587 266,38** | **SOUS-TOTAL 3** | **234 311,78** | **1 830 000,00** | **2 064 311,78** |
| **SOUS-TOTAL 1+2+3** | **557 839,25** | **3 705 005,00** | **4 262 844,25** | **SOUS-TOTAL 1+2+3** | **234 311,78** | **3 705 005,00** | **3 939 316,78** |
| **Report résultats antérieurs (001) provisoire si négatif** | | **1 105 839,53** | **1 105 839,53** | **Excédent de Fonctionnement capitalisé (1068) provisoire** | | **1 429 367,00** | **1 429 367,00** |
| | | | | **Report résultats antérieurs (001) provisoire si positif** | | | **-** |
| | | | | | | | |
| | | | | Emprunt d'investissement 2025 (1641) | | - | - |
| **TOTAL GENERAL** | **557 839,25** | **4 810 844,53** | **5 368 683,78** | **TOTAL GENERAL** | **234 311,78** | **5 134 372,00** | **5 368 683,78** |

## Composantes et typologie de la dette

La dette inscrite au budget principal se compose de 29 contrats répartis auprès de 6 organismes prêteurs.

Le nombre de contrats se répartit de la façon suivante :

| | Nombre de Contrats | Capital d'origine emprunté par Organisme prêteur | Dette au 01/01/2025 | Échéance de l'exercice 2025 (K+I) |
|---|---|---|---|---|
| Banque Postale | 9 | 5 030 000 | 2 688 194 | 364 158 |
| Caisse des Dépôts et Consignations | 10 | 89 772 | 32 570 | 8 962 |
| Caisse d'Epargne | 1 | 2 779 645 | 1 534 804 | 216 191 |
| Crédit Agricole | 6 | 2 800 000 | 1 247 859 | 225 722 |
| Crédit Foncier | 2 | 1 305 196 | 872 977 | 77 901 |
| Crédit Mutuel | 1 | 383 240 | 164 734 | 28 894 |
| **Total** | | **12 387 853** | **6 541 138** | **921 828** |

Pour rappel, les états de dette figurant dans les annexes des documents budgétaires des collectivités territoriales recensent l'ensemble des emprunts souscrits selon la classification dite « Gissler » des produits commercialisés par les établissements de crédit signataires de la « Charte de Bonne conduite » du 7 décembre 2009.

Elle propose de classer les produits structurés en fonction de l'indice sous-jacent servant au calcul de la formule : 1 (risque faible) à 5 (risque élevé) ainsi que la structure de la formule de calcul : A (risque faible) à E (risque élevé).

Les 29 emprunts recensés au budget principal sont tous à taux fixe et classés A1.

Deux emprunts se sont terminés en 2024, et aucun nouvel emprunt n'a été contracté.

**Rétrospective budgétaire**

- Evolution des recettes d'investissement
- Evolution des dépenses d'investissement

**Orientations budgétaires 2025**

- Les restes à réaliser 2024
- Orientations budgétaires 2025

**Structure et gestion de la dette**

# BUDGETS ANNEXES

## REOMi - Ordures Ménagères

Ce budget annexe a été crée au 1er janvier 2023 suite à la mise en œuvre sur le département de la Dordogne de la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères Incitative.

Il a pour objet la comptabilisation des rôles de facturations qui seront émis par le SMD3 et le reversement par la CC IDL du produit collecté.

**Résultat 2024**

| | Dépenses | Recettes | Résultats de l'exercice | Résultats antérieurs 2023 | Résultats total |
|---|---|---|---|---|---|
| **F** | 1 629 498,62 | 1 727 468,00 | 97 969,38 | 298 414,30 | 396 383,68 |
| **I** | - | - | - | - | - |
| | | | | | **396 383,68** |

| **Restes à réaliser 2024** | |
|---|---|
| D | - |
| R | - |
| **T** | **-** |

| | |
|---|---|
| **RESULTATS 2024** | **396 383,68** |

## Lotissement à St-Barthélémy de Bellegarde

Ce lotissement a été crée en 2011 et comporte 12 lots à usage unique d'habitation, pour une surface totale de 22 651 m². Les surfaces des lots vont de 1 601m² pour le plus petit à 2 074 m² pour le plus grand.

Ce budget annexe n'inscrit pas de dette.

**Résultat 2024**

| | Dépenses | Recettes | Résultats de l'exercice | Résultats antérieurs 2023 | Résultats total |
|---|---|---|---|---|---|
| **F** | - | - | - | - 39 095,42 | - 39 095,42 |
| **I** | - | - | - | - 224 530,25 | - 224 530,25 |
| | | | | | **- 263 625,67** |

| **Restes à réaliser 2024** | |
|---|---|
| D | - |
| R | - |
| **T** | **-** |

| | |
|---|---|
| **RESULTATS 2024** | **- 263 625,67** |

**Orientations budgétaires 2025**

- Vendre les lots restants et renforcer la communication autour de la vente de ces terrains.

## Centres de loisirs (Montpon et Moulin-Neuf)

**Résultat 2024**

| | Dépenses | Recettes | Résultats de l'exercice | Résultats antérieurs 2023 Montpon | Résultat Clôture 2023 Moulin Neuf | Résultat total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **F** | 459 273,35 | 476 826,69 | 17 553,34 | 18 433,00 | - 4 554,50 | 31 431,84 |
| **I** | 7 369,14 | 14 438,53 | 7 069,39 | - 9 226,84 | 1 432,30 | - 725,15 |
| | | | | | | **30 706,69** |

| **Restes à réaliser 2024** | |
|---|---|
| D | - |
| R | - |
| **T** | **-** |

| | |
|---|---|
| **RESULTATS 2024** | **30 706,69** |

**Bilan 2024 :**

La fusion des budgets annexes des centres de loisirs de Montpon et Moulin-Neuf est effective, les résultats de clôture du budget annexe ont donc été repris cette année dans le résultat.

**Orientations budgétaires 2025**

La section de fonctionnement devrait être reconduite dans les mêmes montants que l'année 2024.

**Structure et gestion de la dette**

La dette inscrite au budget annexe « Centres de loisirs » 2025 se compose d'un contrat souscrit initialement pour 21 000 € pour une durée de 5 ans qui se terminera en 2025.

Le CRD au 01/01/2025 est de 4 280,94 €.

SPANC (Service public d'assainissement non collectif)

**Résultat 2024**

| SPANC | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Dépenses | Recettes | Résultats de l'exercice | Résultats antérieurs 2023 | Résultats total |
| **F** | 6 624,43 | 1,16 | - 6 623,27 | 9 103,37 | 2 480,10 |
| **I** | - | - | - | 5 625,69 | 5 625,69 |
| | | | | | **8 105,79** |

| Restes à réaliser 2024 | |
|---|---|
| D | |
| R | |
| **T** | **-** |

| | |
|---|---|
| **RESULTATS 2024** | **8 105,79** |

**Orientations budgétaires 2025**

Une délégation de service public ayant été mise en place à partir du 1er janvier 2019, ce budget annexe ne comptabilise plus que peu d'écritures, si ce n'est des écritures de régularisation sur la marché de la société Agur de 2016 à 2018 et le paiement de la mission d'accompagnement au contrôle de la DSP. Il n'inscrit aucune dette.

**Résultat 2024**

## MULTIPLE RURAL SAINT-BARTHELEMY

| | Dépenses | Recettes | Résultats de l'exercice | Résultats antérieurs 2023 | Résultats total |
|---|---|---|---|---|---|
| **F** | 19 722,31 | 23 243,20 | 3 520,89 | 2 377,63 | 5 898,52 |
| **I** | 13 611,44 | 18 939,11 | 5 327,67 | 17 902,79 | 23 230,46 |
| | | | | | **29 128,98** |

| **Restes à réaliser 2024** | |
|---|---|
| D | - |
| R | - |
| **T** | **-** |

| | |
|---|---|
| **RESULTATS 2024** | **29 128,98** |

**Structure et gestion de la dette**

La dette inscrite sur ce budget se compose désormais d'un seul emprunt à long terme souscrit auprès de la Caisse d'Epargne, avec une classification « Gissler » A1 d'un montant initial de 130 000 € pour l'aménagement commercial. Le CRD au 01/01/2025 est de 8 564,39 € et se terminera en 2025.

**Orientations budgétaires 2025**

Les charges à caractère général (011) englobent une prévision pour les fluides et d'éventuelles réparations pour la somme de 3 000,00 € environ.

Ce budget ne présente pas de charges de personnel.

Les recettes proviennent des loyers perçus (environ 15 000 €). Une subvention du budget principal ne devrait pas être nécessaire en 2025.

# Zones d'activités

Ce budget regroupe la comptabilité de la zone d'activités Bernard Moulinet et son extension à Montpon-Ménestérol ainsi que les zones industrielles et artisanales des communes de Le Pizou et de Moulin Neuf.

## Résultat 2024

**ZONES D'ACTIVITES**

| | Dépenses | Recettes | Résultats de l'exercice | Résultats antérieurs 2023 | Résultats total |
|---|---|---|---|---|---|
| **F** | 2 266 877,01 € | 3 523 048,72 € | 1 256 171,71 € | 457 474,94 € | 1 713 646,65 € |
| **I** | 3 534 248,24 € | 2 227 988,21 € | - 1 306 260,03 € | - 1 105 537,07 € | - 2 411 797,10 € |
| | | | | | **- 698 150,45 €** |

| **Restes à réaliser 2024** | |
|---|---|
| D | - |
| R | - |
| **T** | **-** |

| | |
|---|---|
| **RESULTATS 2024** | **- 698 150,45** |

## Orientations budgétaires 2025

- Vendre les terrains restants
- Acquérir du foncier en prévision de futures demandes par des entreprises

## Structure et gestion de la dette

La dette inscrite à ce budget se compose d'un contrat à long terme de 358 400 € souscrit auprès de la Caisse d'Epargne pour une durée de 15 ans. Il s'éteindra en 2033. Sa classification « Gissler » est A1.

Le CRD au 01/01/2025 est de 213 564,75 €.

Transport scolaire

**Résultat 2024**

## REGIE TRANSPORT SCOLAIRE

| | Dépenses | Recettes | Résultats de l'exercice | Résultats antérieurs 2023 | Résultats total |
|---|---|---|---|---|---|
| **F** | 42 928,93 | 41 569,32 | - 1 359,61 | - 67 005,86 | - 68 365,47 |
| **I** | - | 34,00 | 34,00 | 112 574,11 | 112 608,11 |
| | | | | | **44 242,64** |

| **Restes à réaliser 2024** | |
|---|---|
| D | |
| R | |
| **T** | **-** |

| | |
|---|---|
| **RESULTATS 2024** | **44 242,64** |

**Structure et gestion de la dette**

En 2025, ce budget n'affiche plus de dette. La dernière échéance du prêt a été remboursée en 2021.

**Orientations budgétaires 2025**

Les charges à caractère général (011) englobent l'entretien des bus, le carburant et le ticket unique pour la somme de 30 000 € environ.

Les charges de personnel (012) représenteront environ 23 000 €. Il s'agit du temps de conduite des chauffeurs aller-retour ainsi que 1h d'entretien par jour.

Les principales recettes proviennent de la participation aux dépenses du Conseil Régional prévue pour 47 000 € environ.

Aire d'Accueil des Gens du Voyage

**Résultat 2024**

| A A G V | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Dépenses | Recettes | Résultats de l'exercice | Résultats antérieurs 2023 | Résultat total |
| **F** | 44 739,38 | 146 007,24 | 101 267,86 | 17 580,14 | 118 848,00 |
| **I** | 128 550,86 | 50 886,34 | - 77 664,52 | - 38 791,41 | - 116 455,93 |
| | | | | | **2 392,07** |

| Restes à réaliser 2024 | |
|---|---|
| D | - |
| R | |
| **T** | **-** |

| | |
|---|---|
| **RESULTATS 2024** | **2 392,07** |

**Structure et gestion de la dette**

La dette inscrite à ce budget se compose d'un contrat à long terme de 392 718,95 € (capital restant dû au moment du transfert) souscrit auprès de la Caisse des dépôts et Consignations pour une durée de 12 ans. Il s'éteindra en 2027. Sa classification « Gissler » est A1.

Le CRD au 01/01/2025 est de 105 691,44 €.

Un second emprunt a été souscrit en 2020 pour financer les travaux nécessaires à la réhabilitation de l'aire suite aux dégradations de 45 000 € pour une durée 8 ans.

Le CRD au 01/01/2025 est de 22 931,41€.

**Résultat 2024**

## CRECHE DE MONTPON MENESTEROL

| | Dépenses | Recettes | Résultats de l'exercice | Résultats antérieurs 2023 | Résultats total |
|---|---|---|---|---|---|
| **F** | 397 387,16 | 409 884,78 | 12 497,62 | 26 370,22 | 38 867,84 |
| **I** | 10 508,42 | 8 200,96 | - 2 307,46 | - 636,27 | - 2 943,73 |
| | | | | | **35 924,11** |

| **Restes à réaliser 2024** | |
|---|---|
| D | - |
| R | - |
| **T** | **-** |

| | |
|---|---|
| **RESULTATS 2024** | **35 924,11** |

**Orientations budgétaires 2025**

Il est prévu environ 38 000 € au chapitre 011 (charges à caractère général) et 310 000 € au chapitre 012 (personnel).

Les aides de la CAF et de la MSA sont estimées à 180 000 €, les participations des familles à 60 000 €. Il sera donc nécessaire de prévoir une subvention d'équilibre du budget principal.

Ce budget n'affiche pas de dette.